



Aggiornamento...

QUANDU SARÀ ?

Sumarin

Cap'Articulu

Aggiornamento...

Quandu sarà ? 2

Pulitica

Statu francese sempre vivu 3

Litteratura

FLNC – livre de synthèse 4, 5

Internaziunale

Proche-Orient, vers un conflit généralisé 6

Ultima paghjina

Libertà pà Stefanu Ori! 7

AGGIORNAMENTO... QUANDU SARÀ?



St'ultimi settimane s'hè parlatu monda di «aggiornamento» di u Muvimentu Naziunali. Ci so vultuti l'alizzioni legislativi francesi comu si so passati in Corsica, aspittà u so sicondu ghjiru, par veda e senta ciò chi dapoi calchi tempu un paria piu pussibuli: a nicissità di novi cunverghjenzi par andà piu in là. Ma oghji à chi ni semu?

Avendu scontru Femu a Corsica d'una parti, u Partitu Naziunali Corsu da l'altra, Core In Fronte avvia pidatu l'iniziativa par parmetta una cunverghjenz patriottica, è sta nova unità nicissaria accompagnata à tempu d'una rimissa in causa cullitiva. Par contu soiu, a furmazioni «Nazione» ùn ha rispostu di manera pusitiva à sta chjama.

Arricurdemuci di i paroli di Paulu Felici Benedetti in Monza: «ci voli à ascoltà u brionu di i nosci.»

So passati mesi ma in l'atti à chi ni semu?

Par avali, ùn s'avanza tantu...

U Populu soffri sempri di l'abitudini agunizanti di a dimarchja «Par a Corsica» e di i litigheri tra uni pochi di i so rappresantanti chi oghji passani u so tempu à fighjulà si in cataroghju... A dimarchja chi ha purtatu 2015 s'hè spinta, un essendu à l'altezza di l'attesi pupulari di cambiamentu.

D'altrondi, uni pochi provani, cuntrariamenti à i so ingaghjamenti, à avvicina si di dritta, spiighjendu stu cambiamentu incù una semantica adattata par l'uccasioni: «le combat aujourd'hui, c'est d'abord une histoire d'idées, de projets et de visions. Une plateforme associant des compétences de tous horizons.»

U «pragmatismu» un hè sempri rivuluzionariu, e cussì si pò pinsà ch'iddi si mettini in piazza novi cundizioni par un'altra logica di «terza strada» di u sistema...

I cundizioni d'assughjettimi di dipendenza essendussi giniralizati in Corsica, e u neopopulismu francesu ancu mascaratu di cursu-simu truvendu piazza in cori di tant'intarrugazioni, u Muvimentu Naziunali un pò cuntinuà à fà neci di relativizà tutti sti mutazioni chi toccani a sucità e di alluntanà si di piu di u so rollu d'alternativa storica...

Quant'à l'organizzazioni chi portanu a voci di l'indipendenza, in stu cuntestu, devini particularmenti rifletta nant'à u so rollu cumunu è strategicu.

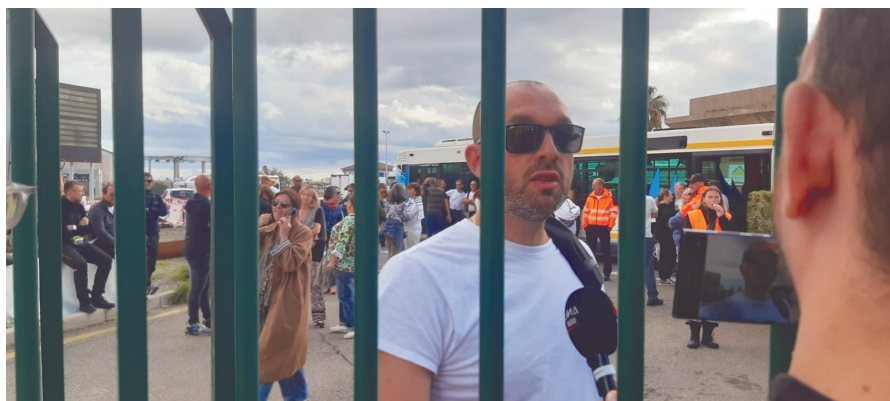
A scelta hè tra a Corsica e a Francia.

Ripidaraghju una parola d'un famosu rivuluzionariu sudamericanu: «C'est l'heure de modérer nos divergences et de tout mettre au service de la lutte.»

■ OLIVIERO SAULI

STATU FRANCESE SEMPRE VIVU

Dans le conflit franco-corse, l'État français a toujours fonctionné en fonction du rapport de force politique, rares sont les acteurs étatiques à être convaincus sincèrement de la nécessité de reconnaître les droits du peuple corse. Leur République est une religion, elle a ses dogmes, malgré les modèles européens et malgré les crises successives dans son « outre mer ».



Depuis juin dernier, le feuilleton dit du « processus de Beauvau » était dit-on à l'arrêt. En fait, ce processus est achevé, la délibération de l'Assemblée de Corse du 5 juillet 2023 a fixé un cadre, un texte pour la rédaction d'une révision constitutionnelle a été arrêté avec l'ancien ministre de l'intérieur. Reste la décision politique du premier ministre et du président de la République d'enclencher cette révision qui permettra une loi organique pour l'autonomie.

Core in fronte ne revendique pas l'autonomie, il juge que c'est une étape utile vers l'autodétermination et la pleine souveraineté. Les autonomistes au pouvoir attendaient avec inquiétude, la reprise du dialogue. Une fois le nouveau gouvernement formé, le président du groupe Core in fronte Paul Félix Benedetti a rappelé fermement que nous ne rentrerions pas

dans des discussions catégorielles ou des rétropédalages en déclarant « il faut qu'il y ait la place pour une autonomie pleine et entière », se projetant ainsi dans l'étape de la mise en œuvre. La ministre Vautrin a déclaré que tout continuait comme prévu, surprenant bien des observateurs qui imaginaient un enterrement du dossier autonomie. Évidemment

nous n'avons aucune garantie, tout dépend des acteurs français. Il semble que cette promesse s'explique par la ferme réaction de la Corse sur le dossier de la gestion des ports et aéroports. Le président de l'exécutif se fâche suite à une énième tergiversation de l'État. Le STC et l'ensemble des syndicats de la CCI se lancent dans une grève coup de poing pour refuser toute perspective de privatisation de ces outils stratégiques confiés à la Corse par le processus Jospin de 2002. Core in fronte et tous ses militants ont soutenu ce conflit en précisant qu'il s'inscrit pour lui dans le cadre d'un refus du cadre libéral européen de marchandisation sous couvert de « libre concurrence ». Il en valait de l'intérêt national. Le gouvernement a rapidement revu sa copie.

Le cadre est posé : une Corse attentive et rompue aux manœuvres dilatoires de l'État, mais qui est très préoccupée par ses problèmes quotidiens pendant que le feuilleton offre ses épisodes ; un État français bien vivant qui voudra toujours lâcher le moins possible, à moindre frais.

■ GD



FLNC – LIVRE DE SYNTHÈSE

Pour difficile que soit l'exercice, le militant historique Petru Poggioli essaye ici une synthèse intéressante – il y aurait tant à dire et à écrire – sur ce qui fait l'histoire du FLNC, indissociable des revendications portées pendant tant de décennies, rappelant à l'État français l'existence du Peuple Corse et de ses droits. Une histoire complexe qui met tout autant en évidence l'évolution de l'organisation et de ses divisions, de ses tendances et les orientations stratégiques qui leur échoit, l'auteur n'hésitant pas à souligner leurs limites voir leurs écueils, particulièrement sur les choix sociétaux.*



Une histoire...

L'action armée ne vient pas avec le FLNC. Elle lui est antérieure. Déjà nombre de revendications politiques, sociales et économiques, voire environnementalistes sont parfois accompagnées ou soutenues par des formes clandestines de combat. Le Fronte Paisanu Corsu di Liberazione (FPCL) d'un côté, Ghjustizia Paolina (GP) de l'autre – pour ne citer que ces principales organisations – sont là pour le rappeler. La création du FLNC intervient dans un contexte dur, conflictuel avec l'État français: «Des négociations sur la création d'un FLN vont s'amorcer au sein des organisations clandestines. Le 24 avril 1976, le FPCL annonce sa dissolution, se montrant très sévère vis-à-vis

* FLNC 1976 – 2024. Fiara Éditions.

de la ligne politique des leaders autonomistes. Il fusionne avec des militants de GP, fondant le FLNC avec des militants du PCS, Parti Corse pour le Socialisme, petit mouvement d'obédience maoïste, dissident du PPCA en 1974 qui appelle ouvertement à la création d'un Front de Libération». Un FLNC qui, aux antipodes d'une manifestation contextuelle, s'inscrira fortement dans les racines d'un combat historique au point d'en imprégner à jamais son sigle. Un FLNC qui donnera le ton et la stratégie d'une Lutte de Libération Nationale, organisant celle-ci, tant sur le plan politico-militaire que sur le plan public avec la création d'un ensemble de contre-pouvoirs fonctionnant alors sur les principes de complémentarité et de solidarité. Un FLNC qui marquera aussi des décennies d'actions armées de



résistance par des milliers d'attentats, y compris de dimension internationale comme celle contre la base militaire française de Sulinzara (opération Zara). Pierre Poggioli rappelle que «L'opération «Zara» une première dans l'île, va avoir un impact énorme. Elle concrétise un développement important de l'action armée. La base, incluse dans le dispositif de l'O.T.A.N. sert de relais pour d'importantes interventions de maintien de l'ordre colonial de l'Armée française, notamment en Afrique». Une action d'envergure concrètement stratégique toujours d'actualité qui pose la question de l'occupation militaire de la Corse et de l'usage des bases françaises, question d'ailleurs récemment abordée et partagée par Core In Fronte, en Méditerranée avec A Foras pour la Sardaigne et Trinacria pour la Sicile**. Un FLNC qui jusqu'aux années 90 marquera de son empreinte l'évolution institutionnelle, politique, sociale, économique et culturelle de la Corse, du premier «livre vert»

** Isole in Guerra. A Foras, Trinacria, Core In Fronte. Catartica Edizioni.



en passant par le «livre blanc» jusqu'à son premier «avant- projet de société» (un deuxième suivra avec le FLNC-historique) avant de sombrer dans les premières divisions, prémices à des affrontements fratricides...

...et d'autres réalités

La force de l'État français aura été dans un premier temps de susciter ces divisions. L'histoire le dira. Des divisions qui impacteront le Mouvement de Libération Nationale, son éclatement tant sur le plan politico-militaire que sur le plan public. La stratégie originelle s'efface pour d'autres logiques parfois marquées du sceau de l'impasse, de la renonciation et d'occultes tractations. L'auteur prend pour référence le journal français «Libération» qui affirme « que des tractations se dérouleraient entre le gouvernement et le FLNC-Habituel, proche du MPA, pour obtenir son autodissolution en échange de règlement de dossiers compromettants». De l'autre côté il met en évidence l'activité contraire du FLNC-Historique et son attitude face à l'État français: «Pour- tant, s'il en a emprisonné certains, s'il en tient d'autres par le biais économique, il n'a pas pour autant anéanti le FLNC-Historique et encore moins la revendication nationale». Il faudra attendre la fin des années 90 et l'initiative courageuse du Comité Nationaliste du Fium'Orbu pour renouer avec une recomposition du Mouvement National, une réconciliation et de nouvelles perspectives politiques.

Des initiatives...

Une recomposition qui n'a pas épargné les différentes tendances du FLNC qui entre- temps, malgré l'initiative originelle de créer les bases d'une véritable union des combattants n'échappera pas à de nouvelles divisions... En 2014, le

FLNC-UC annonce un dépôt des armes. Une annonce qui, comme le souligne l'auteur interpelle nombre d'observateurs: «Le paradoxe veut que c'est précisément dans une période où l'État semble le moins à l'écoute de la revendication corse, qu'est affirmé le renoncement à ce terrain de lutte.» Quant au «FLNC du 22 octobre», il accompagne à sa façon cette initiative en la modulant quelque peu: «Le dépôt des armes ne sera réel que lorsque la France cessera de nier le suffrage universel et qu'elle s'engagera vers une solution politique négociée de la question corse.» Au-delà de ces initiatives, dont l'opportunité ôte «aux opposants, à toute évolution institutionnelle dans l'île leur principal argument de la violence politique», se pose la question du redéploiement stratégique de la lutte et des choix sociétaux qu'elle suppose.

...et des choix sociétaux

Car comme le rappelle Petru Poggoli, «Paris ne cherche pas une solution juste et équilibrée à la «Question Corse». Il veut imposer sa propre loi pour maintenir sa tutelle». D'autre part il situe les enjeux actuels: «Confronté aux politiques des chantages de l'ultra-libéralisme, corse, français et européens, le peuple corse connaît une précarisation de plus en plus importante, résultat d'une économie résidentielle fondée sur le tout-tourisme et une mise en coupe réglée du territoire par le grand banditisme, liée aux intérêts spéculatifs du BTP et de l'immobilier, mais aussi du commerce de drogues en tous genres, le fléau étant désormais présent partout dans l'île.» Il rappelle également que «avec le tout-tourisme et ses conséquences (constructions, travail saisonnier, immigration du sud et du nord...), une «colonisation de peuplement» va s'implanter et se développer avec des personnes issues d'abord de classes sociales aisées (surtout françaises, puis d'Europe

du Nord) venues chercher un meilleur cadre de vie et le soleil, investissant dans les secteurs secondaire/tertiaire, ou prenant leur retraite dans l'île. Selon cette analyse les organisations du Mouvement National peinent sur leurs choix stratégiques, hormis des approches partagées: «Si l'on peut envisager dans certains cas, un ou des projets unitaires consensuels pour des solutions à court et moyen terme, les difficultés surgissent dès lors que l'on envisage un véritable projet de société à long terme.» Ce qui amène l'auteur à ce constat: «Le résultat, face à ce manque de «choix de société» porté globalement par le mouvement national (notamment en Corse) est que lentement mais sûrement, du fait de la mondialisation économique une mono-industrie du tourisme s'impose progressivement partout, avec tous les dangers qu'elle draine dans son sillage (détérioration des sites, de l'environnement, spéculations en tout genre, atteintes au droit du travail, appel de plus en plus grand à une main d'œuvre extérieure, emplois précaires saisonniers et surtout plus grande dépendance vis à vis de l'extérieur, avec importations massives dans l'agro-alimentaire).»

En guise de conclusion

L'exercice est difficile, mais l'auteur qui n'en est pas à son premier ouvrage nous amène ici sur un résumé intéressant d'un point de vue historique et pertinent pour le présent et l'avenir tant les questions sur les choix sociétaux sont d'actualité. On ne peut partager toute la vision qu'il décline de l'organisation clandestine, particulièrement de ses tendances et des contextes dans les quelles elles trouvaient place, on soulignera toutefois un travail chronologique voire pointilleux, des réflexions judicieuses avec pour finir cette suggestion pour le moins réaliste: «Quant à ceux qui profitent de la situation et des soi-disant évolutions économiques positives (encore plus depuis 2015), et bien remettez vous en question, pour que d'autres fractures mortifères ne s'imposent chez nous à cause de vos comportements et de votre recherche constante du profit à tout prix, sans crainte des dégâts que vous causez à notre société et à notre jeunesse.»

VERS UN CONFLIT GÉNÉRALISÉ



Des personnalités politiques, des organisations aussi, se sont précipitées pour faire entendre, un an après, leurs voix pour condamner une énième fois, l'assaut de factions palestiniennes sur des villes et des kibboutz de l'enveloppe de Gaza le 7 octobre 2023. Chacune ira de sa phrase, histoire de coller, dans le contexte actuel qui dépasse la Corse, à cet amalgame savamment entretenu, diffusé, sinon imposé à longueur d'ondes radios, d'émissions et d'images télévisées pro-occidentales, où l'arabe, le palestinien et l'islam sont les causes et ennemis de tout ce qui se passe...

Réprobation internationale

Un an après cette frappante attaque qui constitue une nouvelle étape dans le perpétuel conflit qui oppose l'État hébreu à la revendication palestinienne, les confrontations armées se sont géographiquement étendues – outre la bande de Gaza – au Liban, en Syrie, au Yémen et même en Iran. Une extension marquée de sévères et aveugles bombardements dont les civils et les enfants sont les victimes particulières, l'armée israélienne ne lésinant pas sur l'utilisation disproportionnée de ses moyens, particulièrement aériens. Les manifestations regroupant des centaines de milliers de personnes de par le monde et fustigeant le gouvernement suprémaciste israélien de Netanyahu sont là

pour le rappeler. Des États se sont aussi joints à cette réprobation jusqu'aux instances internationales inefficaces quand aux mesures préconisées...

Continuel conflit

Cette offensive militaire a certes marqué plusieurs points – les assassinats ciblés de Ismaël Haniyeh (Hamas), Hassan Nasrallah (Hezbollah) et de Yahya Sinwar (Hamas) – pour ne citer que ceux – là mettent en évidence un concomitant ciblage qui pour autant n'a pas réduit, et ne réduira ni la réalité ni les capacités populaires armées de la résistance palestinienne qui ne peut se limiter au seul « Hamas », pas plus qu'il n'entamera l'ancrage du parti politique chiite libanais « Hezbollah » et ses potentialités militaires.

Pour un état palestinien

Au-delà des contextuels et nécessaires appels au cessez-le-feu, et à des initiatives immédiates comme la libération des otages, la projection stratégique de la résolution du conflit en cours passe bel et bien par la reconnaissance de l'État palestinien et de l'affirmation de ce dernier, selon des critères internationales, au cœur du Moyen Orient. L'extension dangereuse des confrontations armées pose avec acuité la question du rôle des autorités internationales et de leur inefficience au même titre qu'elle affirme la prépondérance de certaines puissances

expansionnistes qui n'ont que faire des solutions de paix...

Impossible solution...

C'est dans un tel climat que la Méditerranée est de nouveau prise en otage, la Corse particulièrement avec ses bases militaires d'occupation dont celle de Sulinzara. Core In Fronte ne s'y est pas trompé en rappelant dans un communiqué la place stratégique le rôle et la place des « impérialistes mortifères pour le devenir des peuples et nations et du bien commun, aux antipodes de ceux qui entretiennent une vision sélective de la guerre et des atrocités, et des tenants pseudo-civilisationnels et religieux et néo populistes ». Un appel réfléchi à la paix, au niveau qui est le sien, conscient à l'instar de ce qu'a pu affirmer Taher Labadi, docteur de l'Université Paris Dauphine et chercheur de l'Institut français du Proche-Orient dans un article sur les territoires occupés* : Nous avons plus que jamais conscience de l'impasse dans laquelle nous sommes, et, en même temps, nous n'avons jamais été aussi démunis pour nous sortir de là ».

■ OLIVIERU SAULI

* *La palestine dans la mondialisation: Un développement sans issue ?* – Taher Labadi. Moyen Orient. Numéro Spécial sur les territoires occupés. Numéro 60. Octobre-Décembre 2023.



PÀ MANDALI
UN MISSAGHJU
42, Rue de la Santé
75014 Paris
N° D'ÉCROU 31 62 93

SUSTENITE



Aiutu.Paisanu



aiutupaisanu@gmail.com

ADERITE



coreinfronte



coreinfronte@gmail.com